



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique à l'égard des jeunes

Question au Gouvernement n° 3644

Texte de la question

## CHÔMAGE DES JEUNES

M. le président. La parole est à M. Olivier Dussopt, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.  
M. Olivier Dussopt. Monsieur le Premier ministre, à entendre votre réponse à Jean-Marc Ayrault sur l'état des finances publiques, ou les réponses de vos ministres s'agissant de la santé ou de l'industrie, vous donnez le fâcheux sentiment d'être en plein déni de réalité.

Cela fait dix ans que vous êtes au pouvoir. L'état calamiteux des finances publiques, c'est votre bilan. L'état de la santé publique et la perte d'accès à la santé, c'est également votre bilan. L'état de l'industrie, du système éducatif, c'est encore votre bilan. La suppression de 17 000 postes de policiers et de gendarmes, c'est toujours vous.

Si votre majorité vous applaudit debout lorsque vous faites quelques effets de manche dans cet hémicycle, les Français sont mis à genoux par votre plan d'austérité. Les jeunes, en particulier, dont le Secours populaire a récemment révélé qu'ils représentent une part croissante du public bénéficiaire de son aide. Parmi eux, 30 % n'ont pas de revenus, 40 % connaissent le chômage, le taux de précarité est exceptionnel et les familles n'arrivent plus à les loger.

À cette génération sacrifiée, vous répondez uniquement par l'austérité et l'injustice. L'austérité en taxant la santé et les produits de consommation ; l'injustice en maintenant le paquet fiscal et en refusant de revenir sur les 75 milliards de privilèges fiscaux que vous avez accordés aux plus favorisés.

Monsieur le Premier ministre, ma question est très simple, alors que les jeunes de 18 à 25 ans ont du mal à trouver un emploi, vous consacrez l'argent public à aider ceux qui en ont le moins besoin. Quand allez-vous changer de politique, dégager des marges de manoeuvre, supprimer des niches fiscales, comme nous vous l'avons proposé tout au long du débat budgétaire, pour faire en sorte que l'argent public soit bien utilisé, afin de permettre aux jeunes d'accéder à l'autonomie, à l'emploi, et à l'indépendance ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, vous demandez ce que le Gouvernement fait pour les jeunes ?

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Rien !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Nous développons notamment la formation par alternance. Vous ne l'avez pas dit, mais dans votre département, les contrats de professionnalisation que nous développons depuis le début de l'année avec Nadine Morano ont progressé de 12 %. Et les chiffres sont plus élevés encore s'agissant des contrats d'apprentissage. Vous le savez certainement, pourquoi ne pas l'avoir dit ?

Se mobiliser pour l'emploi, c'est ce que nous avons fait lorsque nous sommes intervenus auprès du Crédit Mutuel, ancien actionnaire, pour la reprise d'une société dans les domaines des enveloppes. Nous avons réussi cette mobilisation, et le Crédit Mutuel a accepté de contribuer au financement du reclassement des salariés. Vous savez bien que nous nous mobilisons.

En revanche, j'aimerais bien connaître vos propositions pour lutter contre le chômage des jeunes.

M. Henri Emmanuelli. C'est vous le ministre, ce n'est pas lui !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Les fameux emplois-jeunes dont Mme Aubry avait la nostalgie sont passés aux

oubliettes, parce que chacun a compris que ce n'est pas d'emplois publics, financés avec un argent public que les socialistes n'ont pas, dont les jeunes ont besoin. L'avenir passe par l'entreprise, et nous relevons le défi de l'apprentissage et des contrats de professionnalisation.

Bien sûr, ce n'est pas simple, et si depuis le début de l'année, le chômage a diminué de 1 % à 2 %, ce n'est pas assez. Mais nous continuons à nous mobiliser.

Vous parlez de l'utilisation de l'argent public : je pense que lorsque nous investissons dans l'apprentissage, c'est un bon investissement. Vous avez dit qu'il fallait réduire certaines dépenses publiques. Je tiens à le dire solennellement : cette nuit, au Sénat, la majorité de gauche a décidé de supprimer les avantages fiscaux et sociaux liés aux heures supplémentaires pour les ouvriers de ce pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Vous applaudissez ? Je souhaite que les ouvriers et les employés de France, les plus de neuf millions de Français qui font des heures supplémentaires tous les mois sachent qu'heureusement que le Gouvernement et la majorité parlementaire seront là pour revenir sur cette disposition folle. Vous amputez le pouvoir d'achat des ouvriers et des employés, alors que le dispositif heures supplémentaires que nous avons mis en place valorise la valeur travail et favorise les ouvriers et les employés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Olivier Dussopt](#)

**Circonscription :** Ardèche (2<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3644

**Rubrique :** Jeunes

**Ministère interrogé :** Travail, emploi et santé

**Ministère attributaire :** Travail, emploi et santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 16 novembre 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 16 novembre 2011